

**Zeitschrift:** Actes de la Société jurassienne d'émulation  
**Herausgeber:** Société jurassienne d'émulation  
**Band:** 117 (2014)

**Artikel:** Service de renseignement stratégique de l'Armée et service de renseignement de la brigade frontière 3 : guerre secrète en Ajoie...

**Autor:** Weck, Hervé de  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-555421>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 17.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## **Service de renseignement stratégique de l'Armée et service de renseignement de la brigade frontière 3**

Hervé de Weck

**Il s'avère bien difficile de faire l'histoire du renseignement! Les archives d'un service de renseignement stratégique restent longtemps inaccessibles. Lorsqu'on peut les consulter, elles ne révèlent pas toutes ses activités, et la partie visible de l'iceberg n'est pas forcément la plus intéressante. Elles indiquent rarement comment les réseaux, les lignes ont été constitués, de qui provenaient les renseignements clés. Beaucoup d'opérations ne laissent pas de traces écrites.**

*Débrouiller scientifiquement l'écheveau* nécessite un travail de bénédictin. Ne faudrait-il pas exploiter les archives des gouvernements en relation avec les problèmes qui ont fait l'objet d'investigations de la part du service de renseignement? On pourrait alors voir dans quelle mesure les informations collectées, les appréciations de situation qui en découlaient correspondaient à la réalité, dans quelle mesure les avertissements du service de renseignement (SR) ont été pris en compte. A quels moments les mesures de déception inhérentes à toute action politique et militaire ont-elles induit en erreur, dans l'autre camp, les spécialistes de la guerre de l'ombre? Pour compléter, corriger ce qu'apportent les sources officielles, il conviendrait de disposer des papiers, des témoignages de personnes qui ont travaillé pour ce service de renseignement. Et l'exploitation de tels documents exige beaucoup de prudence, donc le recours à tout l'arsenal de la critique historique, car ils ne disent pas tout et s'avèrent souvent des plaidoyers *pro domo*, d'autant que les SR ne se limitent pas à des opérations conformes à la légalité et à la morale.

Les historiens s'aventurent donc rarement dans ces « terrains minés ». Conscients que le public, avide de sensationnel, manifeste un grand intérêt pour tout ce qui touche à la guerre secrète et au travail d'agents style James Bond, journalistes et auteurs publient livres, articles, pseudo-documentaires qui contiennent des révélations fracassantes mais souvent fallacieuses. Et les erreurs, inlassablement reprises, finissent par passer pour des vérités !

Les activités du service de renseignement de l'Armée suisse dans la partie nord du Jura bernois pendant la Seconde Guerre mondiale restent un terrain quasiment vierge. Tous les protagonistes (agents, « honorables correspondants »<sup>1</sup>, passeurs) ont disparu, et presque tous ont gardé le silence sur leurs activités secrètes. Il n'y a eu aucun programme de recherche visant à enregistrer leurs témoignages. Le livre de Denys Surdez, *La guerre secrète aux frontières du Jura*, publié en 1985, est souvent sujet à caution, car l'auteur y règle des comptes avec ses supérieurs de l'époque. Personne ne s'est vraiment occupé du service de renseignement à la troupe, du travail des cellules « Renseignement » de la brigade frontière 3, des régiments et des bataillons de cette unité d'armée statique ainsi que des formations de l'Armée de campagne déployées un temps dans les districts de Porrentruy, des Franches-Montagnes et de Delémont. En 2012, Michel Colney de Delle publie *François Bourquenez, agent de renseignement à la frontière suisse*<sup>2</sup>. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ce dernier travaille comme jardinier du conseiller national Henry Burrus, dont la propriété de Guillé, à Boncourt, borde la frontière.

Le livre contient de grosses erreurs<sup>3</sup> ! « A la tête de l'Etat-major des Armées, le colonel Henri Guisan, promu général pour l'occasion. » Une « brigade de couverture frontière 3 » (en réalité la brigade frontière 3) défend le « canton d'Ajoie », alors qu'en réalité sa première ligne de défense passe aux Rangiers et que, dans le district de Porrentruy, elle ne fait que de la surveillance. Quelques détachements renforcent les gardes-frontière, qu'il ne faut pas confondre avec les gardes-fortifications ! Le premier-lieutenant Frédéric Feignoux, officier de renseignement de la brigade frontière 3, est directeur de l'Ecole secondaire des jeunes filles de Porrentruy, et non pas de l'Ecole cantonale, qui comprend un progymnase, un gymnase et une école de commerce. Le Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB), dans lequel il milite, n'est en aucun cas une formation d'extrême-droite à tendance fasciste : il se situe au centre-droit comme le Parti radical dont il est issu. Heureusement pour le lecteur, l'auteur cite de nombreux témoignages d'habitants de Boncourt et des environs, de membres de la famille Bourquenez, de gens du renseignement, mais il ne saisit pas les différences fondamentales entre les missions d'un service de renseignement stratégique et celles d'un service de renseignement à la troupe : celui de la brigade frontière 3.

## Le service de renseignement de l'Armée

Le service de renseignement stratégique, dont le colonel Roger Masson est le chef entre 1936 et 1946, travaille pour le Conseil fédéral et le commandement de l'Armée. Il recherche les informations utiles, les interprète et les transforme en renseignements et diffuse ces résultats à des destinataires qui peuvent en tirer profit. Le Bureau «Ajoie», dirigé par le premier-lieutenant Denys Surdez, officier de milice, en fait partie.

### Information et renseignement

Le renseignement résulte d'un processus analytique, alors que l'information n'en est que la matière première. Pour avoir quelque valeur, celle-ci doit être confirmée par plusieurs sources. La confusion entre renseignement et information conduit à des erreurs stratégiques fondamentales.

Un agent du Bureau «Ajoie» apprend par exemple que les Allemands impriment des cartes topographiques de la Suisse. Cette information peut avoir une importance de premier ordre. On n'imprime pas une carte si l'on n'a pas l'intention de s'en servir! Au Bureau «Ajoie», on dispose de cartes d'état-major du 45<sup>e</sup> corps d'armée français interné en Suisse en juin 1940. Elles proviennent de l'imprimerie Levrault-Lavauzelle à Nancy. Des agents découvrent que les cartes de Suisse de la *Wehrmacht* ont été imprimées à Nancy par un personnel venu spécialement d'Allemagne, à l'exception d'un margeur lorrain qui peut seulement dire qu'il en faut quatre pour couvrir l'ensemble du territoire. On peut en déduire leur échelle... De telles cartes ne peuvent guère être opérationnelles, donc il n'y a pas aggravation de la menace d'invasion. L'information est devenue un renseignement<sup>4</sup>!

Pour le SR suisse, la *zone d'influence* est définie par la portée des moyens qui peuvent y être engagés. Les renseignements qui en proviennent peuvent jouer un rôle direct sur le déroulement des combats. Elle comprend exclusivement le territoire national, puisque l'armée d'un Etat neutre n'opère pas à l'étranger. La *zone d'intérêt*, au-delà de la zone d'influence, correspond à l'espace dans lequel l'ennemi se prépare à l'action et au combat, c'est-à-dire, depuis la frontière, une bande de 300 km dans les pays voisins, où on cherche à connaître le déploiement et l'ordre de bataille des troupes qui s'y trouvent, leurs possibilités opératives, les intentions des autorités politiques et du commandement militaire. Dès l'automne 1939, le colonel Masson, pour accélérer la recherche de renseignements, en améliorer la fiabilité et mieux détecter les menaces, crée des postes récepteurs le long de la frontière, commandés par de

jeunes officiers. Le premier, le Bureau «Ajoie» à Porrentruy, fonctionne dès mai 1940, bientôt suivi par ceux de Lausanne, de Neuchâtel et d'Yverdon. Chacun comprend un responsable assisté d'un ou deux collaborateurs. Pour eux, il s'agit de recruter et de former des passeurs, des responsables de boîtes aux lettres, des agents fixes ou itinérants, des informateurs, des indicateurs.

La stratégie nazie, basée sur la surprise, utilise tous les moyens : la politique, la propagande, la guerre psychologique, l'économie et la force militaire, qui se complètent selon un dosage subtil et adapté aux circonstances ainsi qu'à la capacité de résistance de l'adversaire. Un service de renseignement efficace ne saurait donc se limiter au seul domaine militaire. Cette conception réaliste de Masson provoque des frictions avec le conseiller fédéral Pilet-Golaz, chef du Département politique<sup>6</sup> ; durant le conflit, la collaboration laisse à désirer. Les relations avec la Police fédérale et les polices cantonales, qui devraient aider, voire protéger les agents du SR suisse, ne sont pas toujours au beau fixe. Si la Direction générale des douanes manifeste un esprit d'ouverture face aux besoins du SR, il n'en va pas de même pour les gardes-frontière du Jura bernois, qui considèrent les agents du SR comme d'« affreux contrebandiers » qu'ils n'ont pas le droit de contrôler.

## Recherche et exploitation des renseignements

Un SR stratégique s'appuie sur des sources multiples et diversifiées. S'il ne dispose pas d'une telle infrastructure, il s'avère incapable de réduire l'incertitude, de contrôler et de recouper les informations qu'il reçoit. Le commandement de l'Armée, qui doit trouver un difficile équilibre entre les besoins de l'économie nationale et ceux de la défense, attend du SR qu'il le prévienne assez tôt des risques d'invasion, afin de réagir et de mobiliser les forces nécessaires.

Jusqu'en juin 1940, la recherche des informations reste relativement facile à la frontière ouest de la Suisse, car le Français, causeur et insouciant, raconte volontiers ce qu'il sait. Avec l'arrivée de la *Wehrmacht*, la plupart des sources de renseignement tarissent. Personne, dans les services du colonel Masson, n'avait prévu un tel scénario. Il faut donc remettre sur pied une organisation, alors que les mesures draconiennes prises par les Allemands dissuadent Français et Suisses de faire du renseignement, et que la formation d'un agent exige beaucoup de temps.

Les officiers envoyés en Allemagne, en particulier les attachés militaires, rédigent des rapports. Malgré les réticences du Département politique, certains diplomates officiers, parfois des hommes de Masson, qui acheminent le courrier diplomatique, reconnaissent des secteurs dans la zone d'intérêt, spécialement dans le sud de l'Allemagne. Lorsqu'ils se rendent à l'étranger, des voyageurs de confiance reçoivent également des missions. Des

spécialistes interrogent systématiquement les personnes qui rentrent au pays, et les gardes-frontière prennent une part active à ce travail. Les déserteurs et les internés représentent une autre source d'informations, à condition que les interrogatoires se prolongent sur une période suffisamment longue, ce qui leur donne la possibilité de réfléchir à ce qu'ils savent.

Les hommes de confiance et les agents restent cependant irremplaçables : ils fournissent des informations clés, souvent en contradiction avec ce qu'annoncent les diplomates, les attachés militaires ou les sources des belligérants. C'est aux agents recrutés, éduqués et orientés dans des conditions aussi difficiles que délicates, que le SR doit plus des trois quarts de ses informations. Parmi eux, des officiers autrichiens incorporés dans la *Wehrmacht* qui manifestent de la sympathie envers la Suisse. Certains agents se révèlent pourtant des « brebis galeuses », comme le colonel suisse fasciste Arthur Fonjallaz, qui appartient un temps au réseau des informateurs privés de Roger Masson et qui est un agent double.

Au début de l'année 1945, la mobilisation totale en Allemagne empêche les hommes de confiance et les agents suisses de travailler. L'impossibilité de se déplacer et la désorganisation compliquent la recherche de renseignements ; les bombardements et les exodes de populations rompent lignes et réseaux. La dépréciation du *Reichsmark* oblige le SR à payer ses collaborateurs allemands en nature ou en autorisations de séjour en Suisse. Ces difficultés, personne ne les avait prévues. Ces agents découvrent pourtant que le Réduit allemand en Bavière, une sorte de Réduit national à la suisse, dont la propagande de Goebbels parle beaucoup, ne correspond à rien de concret.

Dans le monde du renseignement, on distingue l'*école des possibilités*, de tradition française, de l'*école des intentions*, de tradition allemande. La première évalue la menace à partir des informations sur l'emplacement et le dispositif des forces potentiellement hostiles. La connaissance de l'ordre de bataille allemand, avec un intérêt particulier pour les réserves, apparaît comme la base d'une bonne appréciation de la situation. On peut apprécier les possibilités d'un adversaire potentiel, car elles dépendent de conditions matérielles difficiles à cacher (effectifs, performances et nombre des armes, rapport des forces, doctrine d'engagement), mais aussi de l'organisation, du moral des troupes. Le SR suisse se fait en général une image assez exacte des dispositifs et des mouvements militaires allemands.

La guerre de mouvement pratiquée par la *Wehrmacht* n'exige pas de concentrations de troupes à proximité des frontières du pays visé. Dès le début de la guerre, Masson souligne que le SR pourrait ne pas percevoir les préparatifs d'une opération contre la Suisse. Observer attentivement une zone de 300 km au-delà de la frontière (zone d'intérêt) ne suffit pas, car le dispositif allemand ne révèle pas forcément les intentions de l'*Oberkommando der Wehrmacht*. Il faut prendre en compte un facteur de méfiance.

Ainsi, au printemps 1944, une concentration de 20-30 divisions, destinées à faire face à un débarquement allié, peut faire craindre une invasion de la Suisse.

A une époque marquée par la surprise stratégique, on ne saurait se contenter de tenir à jour les ordres de bataille des armées étrangères ; il faut également déceler les intentions d'un adversaire potentiel. Cela s'avère très délicat, car elles peuvent rester cachées ou changer à n'importe quel moment. Les décisions sont prises dans des cercles très restreints. De plus, en Allemagne, le *Führer* reste largement imprévisible... Le SR, qui veut connaître ce qui se trame à ce niveau, doit disposer d'informateurs introduits au sommet des hiérarchies politique et militaire. Roger Masson croit en disposer avec la ligne « Viking », à laquelle s'ajoutent les contacts avec le général SS Walter Schellenberg, que Roger Masson rencontre en septembre 1942, puis en mars 1943, la seconde fois accompagné par le général Guisan<sup>6</sup>.

Après le débarquement de Normandie et de Provence, les sources françaises du SR suisse tarissent à nouveau. Si de nombreux Français ont accepté de fournir des informations sur leur ennemi allemand, ils refusent d'en livrer sur les troupes qui les libèrent. Le colonel Masson se trouve dans l'obligation de reconstituer ses réseaux, alors que les mesures de sécurité prises par les Alliés s'avèrent aussi gênantes que celles de la *Wehrmacht*.

Le SR diffuse un bulletin qui ne fournit que des données et des faits concernant les divers théâtres d'opérations, sans les interpréter et sans spéculer sur l'avenir, contrairement à ses appréciations de la situation, qui présentent une synthèse de la situation politico-militaire dans laquelle se trouve la Suisse et qui mettent en évidence différentes hypothèses concernant la menace. Ce document, basé sur les seules possibilités immédiates de l'adversaire éventuel, est émis par le chef du SR, chaque fois que de telles données peuvent induire d'importantes mesures touchant à la défense nationale : mobilisation, renforcement du dispositif ou diminution des effectifs sous les armes, déplacement du centre de gravité stratégique. Ce n'est que dans les périodes de relative tranquillité que le SR peut exploiter les données dont il dispose concernant les opérations, la tactique, les pertes, les opérations, les transports, les matériels. Il publie alors des études et des manuels.

La vision de Masson et de ses collaborateurs se révèle étroite lorsqu'elle sort des domaines militaire et politique. Ils peinent à percevoir la dimension économique, pourtant cruciale, et le rôle du franc suisse, convaincus que l'Allemagne pourrait envahir la Suisse pour mettre la main sur l'or de la Banque nationale, alors qu'elle a un impérieux besoin de francs suisses, et non d'or. Les autorités politiques, conscientes de cette réalité, ne font pas une confiance aveugle à ce type de renseignements fournis par les militaires.

Le SR, comme de nombreux hauts fonctionnaires, manifeste un net penchant pour les Alliés, tout en réprimant sévèrement les activités des services allemands. C'est la «neutralité bienveillante». Il tire profit de cette collaboration avec les résistants (l'*Office of Strategic Services* américain, l'*Intelligence Service* britannique, les réseaux français «Gilbert» et «Kléber-Bruno»), qui ont fait de la Suisse une plaque tournante de leurs activités. Les informations convergent de toute l'Europe vers les ambassades établies à Berne ; elles sont transmises, par radio ou par la valise diplomatique, vers Washington, Londres et Moscou.

Le SR suisse pratique la méthode du «donnant-donnant» : il organise des passages d'agents et de documents venus de l'étranger et laisse les services alliés vaquer à leurs activités sur territoire suisse. En contrepartie, il reçoit des informations qui intéressent la Suisse. Le commandement de l'Armée et le Conseil fédéral ont un besoin impérieux d'informations sur l'Allemagne, sur la France libre et occupée, sur les mouvements de la *Wehrmacht* dans un rayon de 300 km depuis la frontière, et sur les intentions des chefs politiques et militaires allemands. Il s'agit aussi d'obtenir du matériel introuvable en Suisse, par exemple du bort (diamant industriel indispensable à l'industrie), ainsi que des compresseurs d'avion.



Fig. 1 : La ferme de Waldegg à Porrentruy, PC du Bureau «Ajoie» (photo Hervé de Weck).

## Une antenne à la frontière: le Bureau «Ajoie»

Le premier-lieutenant Surdez, comme son successeur le lieutenant Faller jusqu'en janvier 1945<sup>7</sup>, travaille pour le service de renseignement stratégique suisse et dirige le Bureau «Ajoie», actif dans les districts de Porrentruy et des Franches-Montagnes.

Le lieutenant Bothmer est son adjoint ; le soldat trompette Quartier-la-Tente un de ses proches collaborateurs. Ses bureaux se trouvent à la ferme de Waldegg, au-dessus du château de Porrentruy. Il peut compter sur 20 agents en 1940, 50 en 1941, 100 en 1942, 250 en 1943 et 130 en 1944.

### **Denys Surdez (1909-1998)**

«Franc-Montagnard par mon père, Ajoulot par ma mère ressortissante de Bonfol. J'ai passé ma première jeunesse au Cerneux-Godat où ma mère tenait la classe unique de ce hameau. Enfant de la frontière, je connaissais toutes les fermes des deux côtés du Doubs et m'étais fait l'ami des pêcheurs, des habitués des lieux. Surtout j'avais gagné peu à peu la confiance des passeurs de frontière, du milieu de la contrebande (...). A neuf ans, en 1918, je m'en allais déjà deux fois par semaine livrer des paquets de tabac – les petits bleus Burrus – aux territoriaux français gardant le barrage de l'usine électrique du Refrain. A trente ans, je m'étais solidement intégré à ce monde secret de la contrebande – non pour collaborer – mais ce milieu passionnant convenait bien à mon tempérament<sup>8</sup>.»

- 1928, brevet d'instituteur
- 1931, lieutenant des troupes légères
- 1933, nommé instituteur à Vellerat
- 1937, promu premier-lieutenant en 1937
- 1940, chef du Bureau «Ajoie» du service de renseignement suisse
- 1941, rédige sur ordre un *Bréviaire de l'officier de renseignement*
- 1947, nommé instituteur à Bassecourt<sup>9</sup>

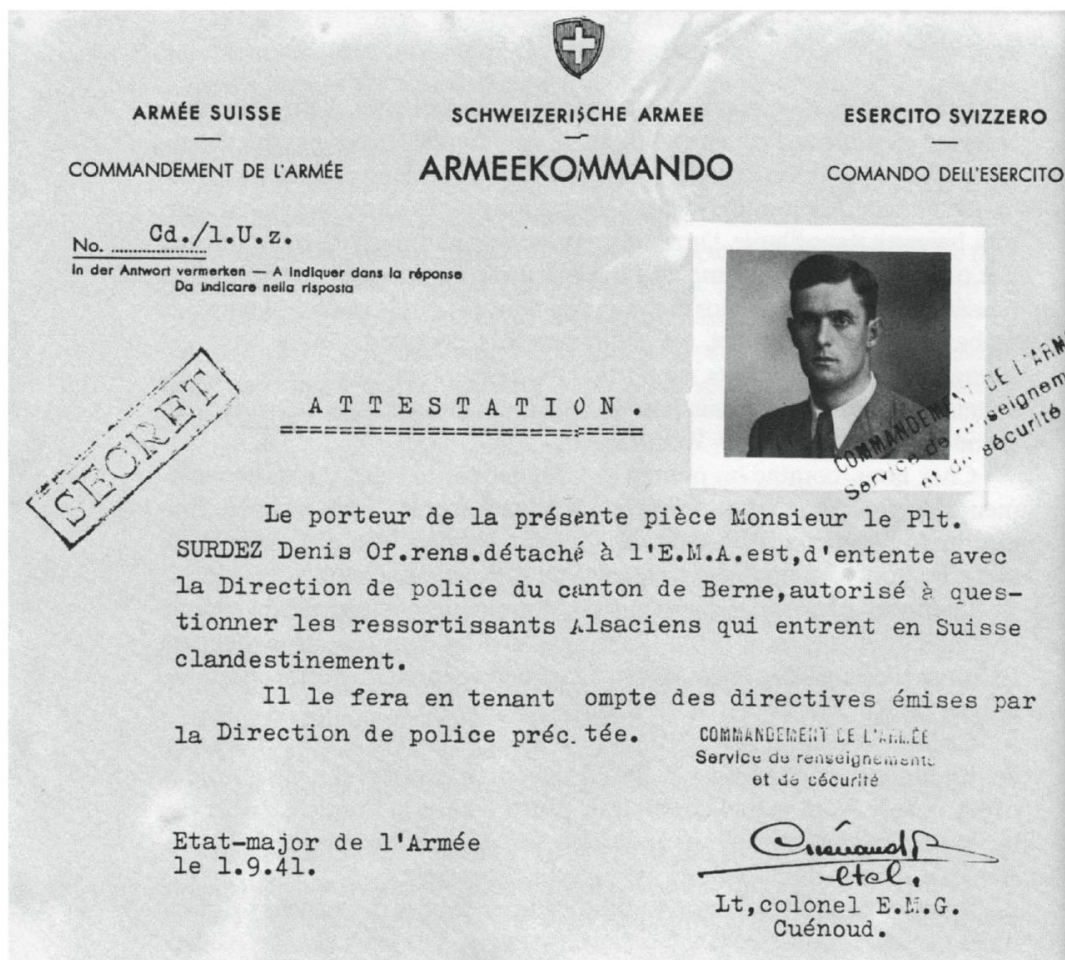


Fig. 2: *Attestation du Lt-col EMG Cuénoud du SR stratégique suisse* (Denys Surdez, *La Guerre secrète*).

Deux frères de Denys Surdez font partie de son organisation : l'un est instituteur à Courtemâche, l'autre habite aux Bois, où on l'accuse d'être un agent du *Reich* parce que sa femme est allemande. Il travaille à plein-temps pour le Bureau «Ajoie» dans les Franches-Montagnes. Le 1<sup>er</sup> juin 1944, un gendarme du lieu fait son rapport: Yves Surdez fréquente journallement les auberges. Un soir, il a dépensé 40 francs à l'hôtel de la Couronne. Il emprunte de l'argent, entre autres, à des sommelières. Le maire des Bois, dans une déposition au juge d'instruction du 25 août 1944, confirme ces faits<sup>10</sup>.

Au départ, Denys Surdez doit tout inventer et improviser. Le Bureau «Ajoie» s'occupe de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, recueille au passage des informations concernant la Grande-Bretagne et a des liaisons radio jusqu'en Pologne! Son effort principal porte sur l'Alsace, l'est de la France et l'Allemagne du Sud. La centrale lui demande de repérer les formations allemandes qui y sont stationnées et de fournir, tous les 10 jours, un ordre de bataille actualisé, ce qui ne pose pas trop de problèmes lorsque des

agents fixes quadrillent la zone, assistés par des itinérants qui leur transmettent des informations.

La collecte se fait par le bas, grâce au patriotisme de Français qui croient travailler contre l'occupant allemand : ils n'accepteraient pas de prendre des risques pour la Suisse. Connaissant parfaitement leur région, ils peuvent compter sur des proches et des amis. Il s'avère souvent très difficile de procurer à des Suisses les documents officiels indispensables (cartes d'identité, cartes d'alimentation, *Ausweis* divers). Sans de tels documents, ces hommes et ces femmes devraient se déplacer clandestinement ; ils ne pourraient ni manger au restaurant, ni loger à l'hôtel. Surdez n'engage donc jamais de Suisses pour des missions à l'étranger, d'autant qu'ils parviennent mal à se fondre dans l'environnement.

Le Bureau «Ajoie» recueille également des informations en interrogeant les voyageurs qui se présentent à la frontière, les prisonniers de guerre évadés et les réfugiés. Il est surtout lié au réseau de renseignement français «Kléber», via le sous-réseau «Bruno» actif en Franche-Comté. Un jeune homme exceptionnel, Albert Meyer, futur général français, y travaille. Ce Belfortain d'origine collecte des informations sur l'ordre de bataille allemand en France, franchit à vélo la frontière à plus de 200 reprises, à Boncourt, puis à Damvant via Chamesol ; les gardes-frontière suisses ont l'ordre de ne pas le contrôler. Jusqu'en 1942, un débriefing a lieu à Porrentruy avec le premier-lieutenant Surdez au restaurant du Belvédère, puis le capitaine Clément le prend en charge à Genève. Albert Meyer se rend ensuite à Berne, où le colonel Gaston Pourchot, attaché militaire à l'ambassade de France, assure la relève. La filière d'évasion d'Albert Meyer permet de sauver plus de mille personnes dont l'existence est menacée, notamment les parents de Pierre Mendès France. «Jamais (...) la collaboration, si féconde, avec les services alliés ne nous fit défaut», écrit Denys Surdez. «Ils nous fournissaient des plans, des renseignements que jamais, avec nos faibles moyens et nos improvisations, nous n'aurions pu acquérir.»

La famille Quain de la Queue au Loup à Boncourt, en particulier Yvonne, qui a fait ses classes à Lebétain, dans le Territoire de Belfort, et est mariée à un Français, ainsi que les Monnod, à 300 m de là, en France, font passer renseignements, résistants, réfugiés, agents gaullistes, britanniques et polonais, ainsi que des articles de contrebande. A la ferme de Waldegg, Madame Lachat accueille discrètement des centaines d'hommes et de femmes en transit.

Le travail au Bureau «Ajoie» repose largement sur le bénévolat et le système de milice. Roland Corfu, négociant à Delémont et radioamateur, monte des émetteurs-récepteurs pour les agents travaillant en France. Comme Surdez ne peut pas les payer avec de l'argent français (le trafic de devises est interdit), ils reçoivent à chaque passage des paquets de tabac qu'ils écoulent en France. Le Bureau «Ajoie» les laisse faire de la contrebande, ce qui leur fournit par ailleurs une excellente couverture. S'ils se font prendre par les

Allemands, leur ballot est confisqué et ils passeront quelques jours en prison, alors qu'un espion risque la peine capitale. Denys Surdez travaille avec des passeurs-contrebandiers « honnêtes », qui fraudent par tradition, par goût de l'aventure. Ils profitent de ces occasions pour passer leurs propres marchandises.

Il n'en reste pas moins que des trafiquants, prêts à collaborer avec n'importe qui pour des espèces sonnantes et trébuchantes, mettent le réseau en danger. La *Gestapo* est partout, qui paie généreusement ses indicateurs, si bien que la délation atteint un niveau effrayant. Le risque d'engager des agents doubles ne cesse d'augmenter. Un individu chargé d'établir des liaisons avec l'Alsace dénonce des membres du réseau. On tend aussi à oublier au Bureau « Ajoie » des principes élémentaires : le cloisonnement reste inexistant, des agents se constituent des archives qui vont servir au... contre-espionnage allemand.

En mai 1942, un dénonciateur anonyme signale que « le lieutenant Surdez se cachait à peine pour recevoir ses trop nombreux agents dans les établissements publics (buffet de la gare à Porrentruy, hôtel du Simplon, tea-room [Belvédère], etc.), ce qui ne pouvait échapper à la population. » La simple écoute de conversations est une importante source d'informations pour les services de renseignement. En été 1942, une rafle allemande, catastrophique, démantèle pour longtemps les contacts français du Bureau « Ajoie »<sup>11</sup>. Voilà qui peut expliquer que des résistants, des agents français n'apprécient pas le premier-lieutenant Surdez et ses collaborateurs suisses. En été 1944, le premier-lieutenant Faller lui succède à la tête du Bureau « Ajoie ». Fatigué, aigri et amer envers ses supérieurs, Surdez reprend dans la foulée sa classe à Vellerat. Depuis le 29 août 1939, il a travaillé sans interruption pour le SR stratégique, sans prendre un seul jour de congé !

**Lettre du 16 mars 1944 adressée par « Albert »  
à la famille Vallat de Porrentruy**

« (...) J'aurais voulu passer les quelques jours de repos que j'ai à Porrentruy mais vous savez les différends qui m'opposent aux charlatans de votre pays [la Suisse], si bien que mes chefs, craignant le pire entre nous, m'ont expédié à Genève. (...) »

J'ai dû rentrer à la suite de graves ennuis en France qui ont coûté l'arrestation de bien des amis. Nous vivons sur un volcan (...). A présent, je vais m'établir en Suisse pour réorganiser, préparer tous mes projets et aller ensuite les réaliser chez nous. (...) Si, du reste, mes projets antérieurs avaient réussi, je ne serais peut-être pas revenu en Suisse (...). Et tout aussi j'ai été dégoûté par les pantins de Surdez que je ne veux plus connaître.

Le jour viendra, la guerre finie, où il faudra s'expliquer. Ce n'est pas le moment maintenant, certaines choses ne peuvent être dévoilées encore, vu les conséquences qu'elles entraîneraient dans notre Pays [la France], mais, ce jour-là, je ne m'arrêterai plus aux menaces ni au chantage. Il faudra départager ceux qui, eux, ont travaillé proprement des menteurs et des voleurs et c'est nous qui aurons raison.

(...) Moi je ne travaille que pour mon pays [la France], j'aide à côté de cela la Suisse, c'était donc parfait. Mais le jour où des Suisses indignes veulent me mettre le bâton dans les roues, je les abandonne froidement car si quelqu'un avait besoin de son voisin, ce n'était pas moi. En France, jamais personne n'y est venu pour moi et n'y viendra. Mes chefs français étaient avec moi, si bien que je n'ai eu aucun regret de plaquer des fumistes qui pensaient nous exploiter. (...) Si vous apprenez ou si vous avez appris quelque chose de nouveau quant aux méfaits des pirates de Porrentruy, faites-moi signe. Je m'intéresse toujours à leurs saletés pour leur en demander des comptes plus tard<sup>12</sup>.»

Les gardes-frontière, qui reçoivent la liste des personnes autorisées à passer sans contrôle la frontière dans le cadre de leurs missions, supportent mal ces transgressions de la loi, d'autant qu'ils sont à couteaux tirés avec le premier-lieutenant Surdez. En décembre 1944, alors que la I<sup>re</sup> Armée française vient de déboucher en Alsace et que les opérations ont pris fin aux frontières de l'Ajoie, le service de recherche des douanes fait arrêter plusieurs collaborateurs du service de renseignement suisse !

### **Renseignement et contrebande vus par le chef du poste de Boncourt**

«Durant cet été [1940] s'organisa dans notre région un service de renseignement composé de deux groupes. Le premier, sous les ordres du premier-lieutenant Surdez, travailla pour l'Etat-major de l'Armée; le second, sous les ordres du premier-lieutenant Feignoux, pour la brigade frontière 3. Ces deux services fonctionnèrent indépendamment, en recrutant le personnel nécessaire des deux côtés de la frontière. Pour faciliter le passage de ces agents, on communiqua à notre poste leurs noms et parfois même l'heure et l'endroit du passage. Pendant une courte période, on introduisit aussi un mot de passe, mais ce système échoua à cause de l'indiscrétion de certains desdits agents. Si, au début, ces personnes travaillèrent assez correctement, nous eûmes plus tard souvent l'occasion de constater qu'elles s'occupaient plutôt de la contrebande, laissant à l'arrière-plan le souci de recueillir les précieux renseignements. L'activité du groupe du premier-lieutenant Surdez

notamment laissa beaucoup à désirer ; ceci en raison du recrutement de sujets peu corrects, dont l'unique préoccupation était de faire la contrebande.

C'est pourquoi le premier-lieutenant Surdez fut destitué comme officier de renseignement et remplacé par le lieutenant Faller. La réorganisation de ce service eut d'heureux résultats et les gardes-frontière constatèrent avec satisfaction que ce nouveau personnel travaillait plus consciencieusement. Les passages des agents Surdez et Faller furent de préférence le Réchésat, la plaine entre Boncourt-route et Déridez et plus tard la Queue au Loup. Le personnel du premier-lieutenant Feignoux, avec son homme de confiance, Monsieur François Bourquenez à Boncourt, avait son passage habituel dans le parc de Monsieur Henry Burrus. (...)

[En 1941] la contrebande à l'importation et à l'exportation ne fut que de moindre importance, mais fréquemment des personnes habitant notre pays furent verbalisées parce qu'elles franchirent sans motif plausible et sans autorisation la zone frontière des cent mètres. (...) Au cours de cette année [1942], la contrebande à l'importation fut pour ainsi dire nulle ; celle à l'exportation (principalement du tabac et des cigarettes) s'intensifia de plus en plus. (...) Dans la nuit du 22 au 23 juillet [1942], un garde-frontière du poste de Déridez surprit, dans la Combe des Cantons, un contrebandier qui emportait une charge de tabac. L'homme ayant refusé de s'arrêter à la sommation du garde, ce dernier fit feu et le contrebandier s'écroula, mortellement touché. (...)

Vers la fin de l'année, la contrebande s'accrut de plus en plus, notamment à la Queue au Loup, où elle prit des proportions inimaginables. Les gardes-frontière constatèrent souvent que ce n'était plus le facteur qui apportait les colis à cette ferme, mais qu'un des fermiers de la Queue au Loup les amenait lui-même à destination avec un char à pont. En effet, la quantité de colis était telle qu'il eût été impossible au facteur de les conduire avec sa charrette. Les fermiers étaient cependant toujours accompagnés, pour ces transports de colis, par le facteur ; de sorte que la douane n'était pas autorisée à faire procéder à un contrôle desdits convois. Il était évident que la presque totalité de ces colis étaient destinée à l'exportation ; aussi nous fut-il incompréhensible pour quelles raisons les autorités compétentes n'arrêtèrent pas ce trafic. D'autre part, tout laisse supposer que de nombreuses lettres franchirent la frontière en même temps que les colis en question ; les circonstances étaient donc on ne peut plus favorables pour pratiquer l'espionnage contre notre pays<sup>13</sup>. »

## Le service de renseignement à la troupe

Dans sa biographie de François Bourquenez, Michel Colney publie – c'est l'intérêt essentiel du livre – des documents relatifs au renseignement, qui se trouvent dans les archives de ce citoyen-soldat boncourtois qui, après 1945, a fait le ménage dans ses papiers, détruisant tout ce qui pouvait porter préjudice à des familles jurassiennes et françaises proches de la frontière. Il s'agit de carnets dans lesquels l'intéressé notait en style télégraphique les informations qu'il recueillait. Il y a ensuite les rapports qu'il adressait à l'officier de renseignement de la brigade frontière 3, le premier-lieutenant puis capitaine Frédéric Feignoux. S'y trouvent également 6 rapports de deux de ses informateurs, «Buch» et «Argus», ainsi que quelques rapports de synthèse de Frédéric Feignoux. Ces documents permettent de se faire une bonne idée du travail d'un agent du service de renseignement d'une grande unité suisse, en l'occurrence la brigade frontière 3.

### **La carrière militaire de Frédéric Feignoux (1895-1976)**

Frédéric Feignoux est directeur de l'Ecole secondaire des jeunes filles à Porrentruy depuis 1924 et simultanément, depuis 1934, de l'Ecole normale des maîtresses ménagères, dont il inaugure le nouveau bâtiment en octobre 1965.

- Incorporé en 1920 à l'état-major du bataillon de fusiliers 21, puis 22
- Officier de renseignement du régiment d'infanterie 9
- 2<sup>e</sup> adjudant à la brigade frontière 3
- Promu premier-lieutenant en 1936 et incorporé à la compagnie de landsturm I/18
- Officier de renseignement à la brigade frontière 3 depuis 1941 ou 1942.

Dans chaque état-major, depuis le bataillon jusqu'au corps d'armée, il existe un service de renseignement dont la mission consiste à connaître la situation dans le secteur de la formation et dans sa zone d'intérêt. Son travail doit permettre au commandant de prendre des décisions adéquates et réalistes. Pour la brigade frontière 3, dont le secteur couvre, entre autres, les districts de Porrentruy et de Delémont, la zone d'intérêt (30 à 100 km au-delà de la frontière) correspond au nord de la Franche-Comté, au Territoire de Belfort et au Sundgau. Il s'agit pour le capitaine Liengme, puis pour le premier-lieutenant Feignoux, de fournir au commandant de brigade, le colonel Du Pasquier puis le colonel Villeneuve, une image de la menace qui lui permettra, le cas échéant, d'adapter son dispositif. En septembre 1939, la brigade frontière 3 couvre la mobilisation et la mise en place de l'Armée au nord et à

l'ouest de la vallée de Delémont, et tient les Rangiers. Après juin 1940, elle s'oppose au franchissement des chaînes du Jura et couvre la vallée de l'Aar<sup>14</sup>.

L'officier de renseignement dispose d'hommes de confiance, d'« honorables correspondants » établis dans le Jura Nord – dont François Bourquenez – qui recrutent des agents et des indicateurs, en Suisse et en France voisine. Frédéric Feignoux semble respecter le principe du cloisonnement : il n'a pas à connaître les agents; c'est un principe fondamental dans le renseignement. A l'état-major de la brigade, une cellule « Renseignement », comprenant des sous-officiers et des soldats, gère les informations qui lui parviennent, assure la diffusion des rapports et des bulletins de renseignement, tient à jour le journal et la carte de situation ; ces hommes ne sont pas appelés à travailler dans le terrain.

Dans les régiments et les bataillons, on trouve une organisation similaire, mais de moindre envergure, qui ne travaille que dans la zone d'intérêt du corps de troupe. « Dans chaque état-major, on désigne un chef du service de renseignement ou un officier de renseignement. C'est généralement l'adjudant qui, au bataillon, (...) remplit ces fonctions. (...) Il veille à ce que le « chef du service des transmissions, qui lui est tactiquement subordonné, connaisse toujours la situation et les intentions du commandant (...) »<sup>15</sup>. »

### François Bourquenez au SR de la brigade frontière 3

Contrairement à ce qu'affirme Michel Colney, Frédéric Feignoux et François Bourquenez ne figurent pas dans les effectifs du Bureau « Ajoie », antenne du Service de renseignement stratégique de l'Armée. Il n'y a pas non plus de « concurrence impitoyable » entre celui-ci et le service de renseignement de la brigade frontière 3<sup>16</sup>. Les agents et les missions, en principe, ne sont pas les mêmes, mais on se transmet informations et renseignements lorsqu'on sait qu'ils intéressent l'autre organisation. Dans les carnets de François Bourquenez, on trouve par exemple le nom de Frédéric-Robert Lüscher, professeur à l'Ecole cantonale de Porrentruy, qui collabore avec le Bureau « Ajoie ».

Depuis le 28 août 1939, l'appointé François Bourquenez figure dans les contrôles de la compagnie frontière de fusiliers II/231 (brigade frontière 3), commandée par le capitaine Racine, mais il fait du service à la compagnie de police frontière 3, directement subordonnée à la brigade<sup>17</sup>, qui appuie les gardes-frontière, surveille les passages obligés et patrouille le long de la frontière. Bourquenez se trouve à la section Courvoisier, stationnée à Boncourt. Il participe à l'aménagement des postes de Déridez et du Mont-Renaud (point 509). A la fin septembre, il visite les détachements cantonnés à proximité des bureaux de douanes<sup>18</sup>. Le 22 novembre, il retourne à sa compagnie d'incorporation et est démobilisé le 9 décembre.

François Bourquenez présente un bon profil pour entrer au service de renseignement de la brigade frontière 3 : il habite Boncourt, connaît de nombreux Français à Delle et dans la région, jouit de la confiance et de l'appui de son patron, le conseiller national Henry Burrus, chez qui il travaille comme jardinier-chauffeur. A la fin de la guerre, il écrit dans un rapport : « J'ai fait du SR dès 1939 (...) A côté du SR, j'ai fait tout mon service avec mon unité, le cp fr fus II/231, sauf ces derniers mois [de 1944] où j'ai consacré tout mon temps au service de la brigade. » Le 14 juin 1944, il écrit à Frédéric Feignoux : « Je pars au service demain. Si je te suis nécessaire à la frontière, veille bien me téléphoner à la compagnie. Tu sais que je te suis entièrement dévoué, et ne crains pas de me donner des missions lorsque je suis mobilisé<sup>19</sup>. » S'il effectue des périodes de service comme les hommes de sa compagnie d'incorporation, il n'interrompt pas pour autant ses activités secrètes. Sur les 62 rapports qu'il envoie à son officier traitant, 16 seulement sont rédigés en dehors d'une période de service à sa compagnie d'incorporation<sup>20</sup>. « Chef Matériel » de cette unité, il doit bénéficier de facilités, de nombreux congés et permissions ! Il travaille, le plus souvent, hors service.

En tant qu'agent de l'officier de renseignement de la brigade 3, il est amené à passer la frontière pour recueillir des informations auprès de Français de confiance, de gendarmes, de résistants, de F.F.I.<sup>21</sup>, d'hommes des maquis comme celui du Lomont. Relais et boîtes aux lettres se trouvent dans des fermes proches de la frontière<sup>22</sup>. François Bourquenez paie son monde en paquets de tabac Burrus, ce qui permet aux intéressés d'avoir une couverture comme contrebandiers.

Ses chefs militaires savent-ils qu'il fait partie, en tant qu'« agent P1 »<sup>23</sup>, du réseau français « Kléber-Bruno » actif en Franche-Comté, qu'il rend des services à la résistance, ce qui lui permet d'obtenir des informations intéressantes pour la brigade frontière 3 ? Savent-ils qu'il fait passer la frontière à des réfugiés, des aviateurs alliés abattus sur territoire français, des membres de la résistance et des gens des services de renseignement alliés, en tout plusieurs centaines de personnes ? Dans ses papiers, rien ne dit qu'il reçoit une rétribution, ni de la brigade, ni de ceux qui arrivent en Suisse grâce à lui, mais on sait que les Suisses restent discrets sur les questions financières... Il doit probablement être dédommagé pour ses frais effectifs.

Parmi les autres personnes qui travaillent pour le premier-lieutenant Feignoux, citons Gaston Galeuchet, René Krebs, Jules Noirjean, Jean Plomb de Boncourt, Marcel Vallat dit « Le Diénat », vraisemblablement son frère Paul dit « Le Benz », tous deux de Bure. Ils sont actifs dans la contrebande et les passages transfrontaliers, mais font également du renseignement, comme le donne à penser un ordre de bataille des forces belligérantes à la frontière dans les papiers de Marcel Vallat. Il n'est pas exclu qu'ils donnent également des coups de main au bureau « Ajoie ». Quoi qu'il en soit, les Vallat, enfants

d'un petit paysan pauvre, jouissent d'une certaine aisance à la fin de la Seconde Guerre mondiale...

Carnets, rapports, appréciations de situation, ordres de bataille

Bien qu'elles aient été « nettoyées » par l'intéressé et ne couvrent qu'une infime partie des activités du SR de la brigade frontière 3, les archives de François Bourquenez révèlent ses procédures et ses méthodes de travail. Le Boncourtois recueille des informations auprès de nombreux Suisses et Français. Comme il ne peut tout mémoriser, il prend des notes en style télégraphique dans des carnets<sup>24</sup>, ce qui, bien entendu, ne serait pas possible s'il résidait en territoire contrôlé par les forces françaises ou allemandes. Tout son

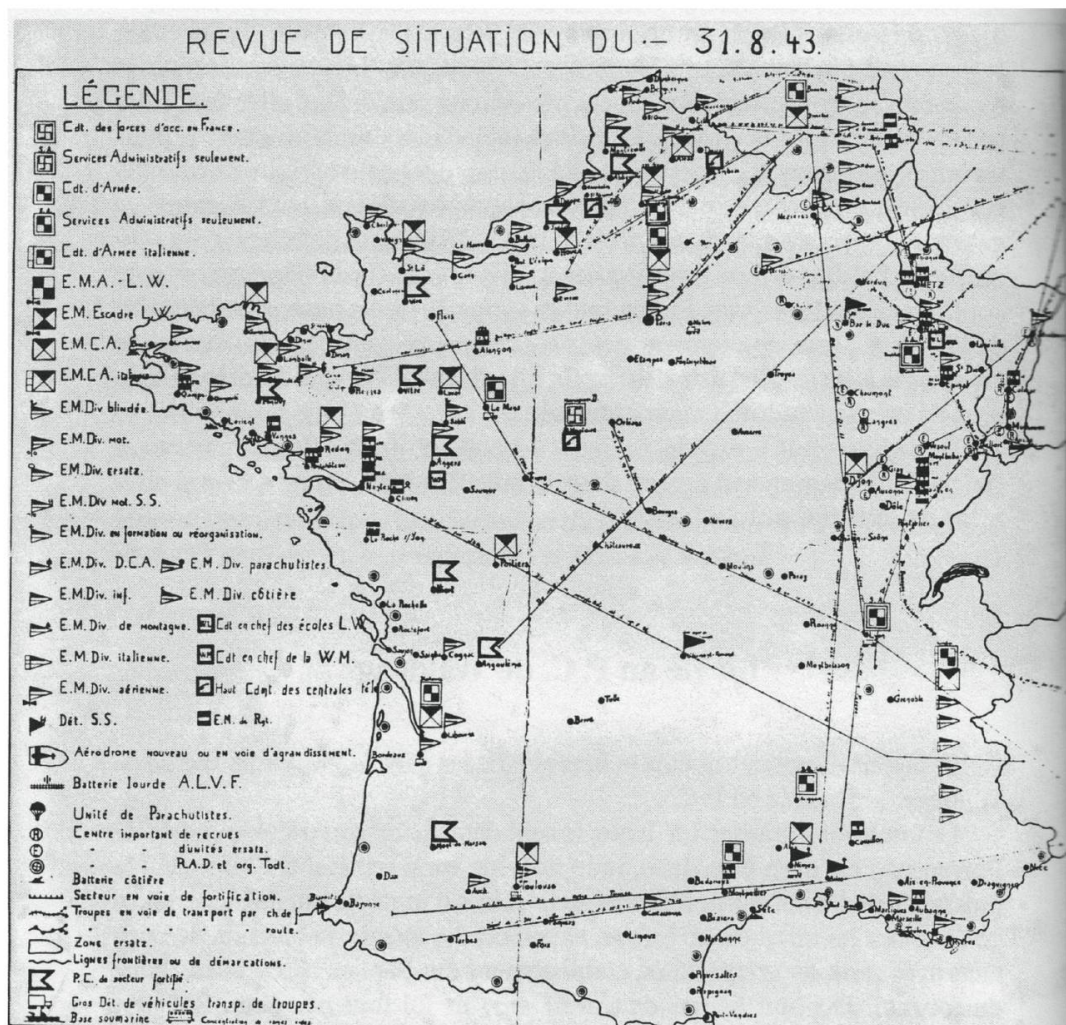


Figure 3: 31 août 1943: le déploiement allemand en France vu par le SR stratégique suisse (archives François Bourquenez).

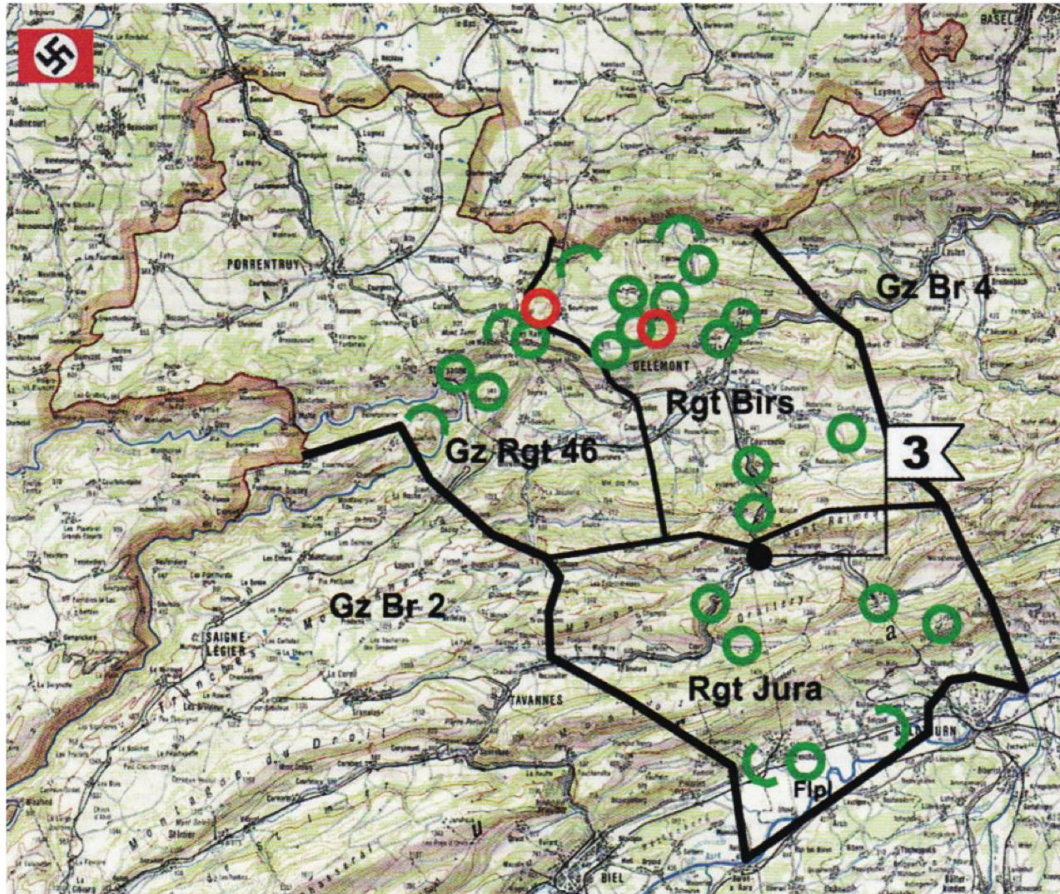


Figure 4: *Secteur de la brigade frontière 3.* (Jürg Keller, Dossier *Gesellschaft für militärische Studienreisen*).

réseau risquerait de disparaître si l'un de ses carnets tombait aux mains du contre-espionnage !

A intervalles réguliers ou selon les demandes, il établit des rapports à l'intention du premier-lieutenant Feignoux<sup>25</sup>. Ces documents énumèrent des faits plus ou moins avérés qui se sont produits dans son secteur de recherche, selon le schéma « Qui, quand, quoi, où », avec indication de leur niveau de vraisemblance, souvent en fonction du « fournisseur ». Pas question d'apprécier la situation locale, voire régionale, d'émettre des hypothèses concernant les intentions ou les possibilités des forces alliées ou allemandes. A l'occasion, Bourquenez joint en annexes des rapports de ses informateurs, entre autres d'un certain « Argus ». Seuls deux de ses rapports (15 janvier et 20 mars 1944) concernent l'ensemble du territoire français. Les carnets et les rapports montrent l'ampleur des informations forcément disparates qui, recoupées et synthétisées, donnent un tableau actualisé, localité par localité, des forces présentes dans la zone d'intérêt de la brigade frontière 3.

Le grand nombre de rapports (37, dont 5 d'« Argus ») envoyés durant l'année 1944 s'explique par l'inquiétude du commandement de l'Armée. Depuis

le début septembre, les éléments de tête de la I<sup>re</sup> Armée française se trouvent à la hauteur de Damvant, la XIX<sup>e</sup> Armée allemande défend la Trouée de Belfort. Les Alliés pourraient couper à travers le saillant de Porrentruy pour déboucher dans le Sundgau, les Allemands en faire de même pour prendre à revers les forces du général de Lattre de Tassigny.

#### **Extraits des carnets (1944)**

18 septembre – «Renforcement des ponts de Delle, Joncherey, Grandvillars, Thiancourt pour passage de matériel lourd, tank (...) 2 batteries de 77 sont passées par Delle le 17 en direction de Montbéliard. (...)»

22 septembre – «Ligne du front à Mandeuve : 11<sup>e</sup> div bl [allemande] remplacée par 227<sup>e</sup> div bl en marche du *Reich*. 65 *Sturmgeschütze*, Ferdinand, 130-150 *Panther*, 150 chars *Tiger*<sup>26</sup>. (...)»

11 novembre – «Bussurel : arrivée de 2 cp inf. D<sup>r</sup> méd Riedweg, *Frau D<sup>r</sup> Riedweg, geb von Blomberg*<sup>27</sup>.»

#### **Extraits de rapports au service de renseignement de la brigade frontière 3**

22 juin 1942 – «De source sûre, j'apprends qu'au moins trois des agents du plt Surdez ont été arrêtés par les Allemands. Jusqu'à maintenant, je ne connais que le nom d'un seul Goetsch de Florimont. (...)»

29 novembre 1943 – «Le nommé Currie, compromis dans l'affaire Miserez Marcel, coiffeur à Delle, je crois agent du plt Surdez, jusqu'en juin 1942, a été tué par gr[oupe] de résist[ants] (...). Currie avait sur lui une liste de 15 jeunes gens qu'il comptait dénoncer aux Allemands».

20 août 1944 – «En ce qui concerne Morvillars, il y a effectivement des membres du gouvernement français, parmi lesquels on croit M. Laval (...). Ce qu'il y a de sûr, c'est que M. de Brinon a été vu vendredi passé à Belfort. Belfort a reçu l'ordre de préparer les chambres pour tout le personnel de Vichy, soit 300 chambres».

25-26 août 1944 – «Le maréchal Pétain, accompagné de Madame Pétain et d'une suite restreinte, dans laquelle on remarquait un amiral, a quitté le château de Morvillars à 17h10, heure suisse en direction de Mulhouse. Le convoi était gardé par des soldats d'aviation motorisée et par quelques miliciens. Laval n'est pas venu à Morvillars mais a quitté Belfort avec de Brinon en direction du ballon d'Alsace<sup>28</sup>».

28 août – «Le maréchal Pétain est de retour à Morvillars. Il y a environ 500 hommes dans la localité. M. Laval et M. de Brinon sont, eux aussi, de retour à Belfort<sup>29</sup>.»

**Extraits d'un rapport d'«Argus» à François Bourquenez  
(30 mai 1944)**

« (...) Le coup porté à Belfort [le 25 mai] a des conséquences primordiales : c'est un centre ferroviaire de première importance, étant donné sa situation géographique. (...) le bombardement sera à renouveler au début de juin lorsque les voies auront été remises en état. (...) Etant donné qu'il existe un embranchement qui relie les lignes Sud-Est (ligne Dijon – Belfort) et Belfort – Mulhouse à quelques centaines de mètres avant la gare de Belfort proprement dite, il convient essentiellement de rendre cet embranchement inutilisable.

(...) A Epinal, les bombes eurent une conséquence inattendue. En effet, il existe un Stalag aux abords de la gare, où se trouvaient 3000 Hindous fait prisonniers à Tobrouk [qui] se sauvèrent (...) un certain nombre (...) réussirent à atteindre la Suisse (...)»<sup>30</sup>.

Les autres documents – le plan des usines Peugeot bombardées dans la nuit du 15 au 16 juillet 1943, les forces allemandes à Neuf-Moulin, les ordres de batailles de la I<sup>re</sup> Armée française et de la XIX<sup>e</sup> Armée allemande, les résultats des attaques de la résistance contre les infrastructures ferroviaires en mai-juin 1944, ceux du bombardement de la gare de Belfort – concernent la zone d'intérêt de la brigade (30 à 100 km au-delà de la frontière).

Il n'est pas vrai, comme le prétend Michel Colney, que «les précieuses informations qui émanent du service dont dépend François Bourquenez intéressent plus particulièrement (...) les services français, anglais et américains» et que le Boncourtois en fournisse directement à l'O.S.S<sup>31</sup>. Elles n'ont pu arriver qu'indirectement jusqu'à ces services étrangers, via les rapports de synthèse du premier-lieutenant Feignoux, relayés par ceux de Denys Surdez du Bureau «Ajoie».

### Les rapports de synthèse du premier-lieutenant Feignoux

Dans les papiers de François Bourquenez, les rapports de synthèse, les bulletins de renseignement, les ordres de bataille établis par le premier-lieutenant Feignoux, officier de renseignement de la brigade frontière 3, concernent tous l'année 1944. Ils résultent d'un important travail de synthèse, de recoupement et d'appréciation de l'ensemble des informations provenant de multiples sources. Bien qu'ils laissent planer une bonne dose d'incertitude, ils fournissent au commandant de brigade et à son état-major des hypothèses concernant les menaces dans un futur proche. Celles-ci ne figurent pas dans les documents écrits, mais on peut penser qu'elles sont

présentées oralement lors des rapports d'état-major. Le bulletin de renseignement du 11 octobre 1944 porte le numéro 158, ce qui donne une idée de la fréquence à laquelle sort un tel document.

### Quelques extraits

15 octobre 1944 – « (...) [A la I<sup>re</sup> Armée française] des milliers de soldats de couleur, souffrant du froid, ont été acheminés sur le midi, au camp de Fréjus. (...) »

Les unités russes [servant dans la *Wehrmacht*] stationnées dans la région Delle – Fèche – Morvillars comprennent 5 escadrons, composés d'éléments russes et allemands. 4 escadrons sont placés sous le commandement d'officiers allemands, un seul est commandé par un officier russe.

La pression alliée, pendant la première période d'octobre, contre les positions allemandes, est allée en décroissant. Il semble de moins en moins probable que notre région frontière doive devenir, dans un proche délai, le théâtre d'opérations décisives ».

1<sup>er</sup> novembre 1944 – « (...) La I<sup>re</sup> Armée française est engagée comme suit : alors que le 1<sup>er</sup> corps d'armée reste pour le moment en position d'attente au sud de Belfort, le 2<sup>e</sup> corps d'armée du général Montsabert est engagé dans les Vosges. (...) »

Positions d'artillerie [allemande] à Roches-les-Blamont, Ecursey, région Ecot, région Montbéliard, région Audincourt. D'autre part, l'artillerie alliée bombarde continuellement région Héricourt, région Auxelles ».

11 novembre 1944 – « (...) le commandement allié renforce ses lignes par nouvelles troupes blindées et le commandement allemand relève les *Kampfgruppen*, qu'il avait dû jeter pêle-mêle sur le front, lors de la retraite de la XIX<sup>e</sup> Armée, par une unité divisionnaire fortement motorisée, dotée d'un bon matériel et formée de jeunes soldats.

Le centre de gravité des opérations pourrait (...) se déplacer (...) de la région des cols au devant de la Trouée de Belfort ».

Certains témoignages donnent à penser que les officiers de troupe ne communiquent à leurs hommes qu'une infime partie des informations qu'ils reçoivent de la brigade concernant la situation au-delà de la frontière<sup>32</sup>. En va-t-il de même des rapports de situation émis par Armée et Foyer, censés être distribués jusqu'à l'unité?

### **Armée et Foyer : Informations sur la situation actuelle**

QGA, 5 septembre 1944 – « Les Alliés chercheront peut-être à traverser la Suisse pour contourner la ligne Siegfried (...) les Allemands envahiront notre territoire pour prévenir cette opération ».

QGA, 18 septembre 1944 – « Aujourd'hui, c'est la région Porrentruy – Bâle qui se trouve particulièrement exposée. (...) Des divisions entières de la *Wehrmacht* pourraient être repoussées contre notre frontière (...)»<sup>33</sup>.

QGA, 18 octobre 1944 – « (...) les unités de la *Wehrmacht* qui se trouveraient acculées à la frontière suisse ne se laisseront pas interner. Elles chercheront à rejoindre leur territoire, si nécessaire, en violant le territoire suisse et en combattant ».

QGA, 28 novembre 1944 – « 350 hommes d'un régiment allemand se font interner en Ajoie<sup>34</sup> ».

Selon le chef de l'Etat-major général dans son rapport au commandant en chef de l'Armée, « Le maintien d'une stricte neutralité eut pour résultat (...) d'annihiler la recherche du renseignement par les troupes de première ligne (activité des officiers de renseignement), c'est-à-dire les reconnaissances géographiques militaires de territoires non occupés par nous-mêmes, de zones étrangères, les renseignements et informations provenant des déclarations « de prisonniers, déserteurs et réfugiés, la remise d'objets trouvés ou pris. Les commandants de troupe devaient être informés uniquement par le haut, soit par le commandement de l'Armée, sur les modifications de la situation au-delà de la frontière, sur l'ordre de bataille, l'organisation et les préparatifs d'un adversaire possible dans un secteur d'action probable (300 km de la frontière). Ces informations à sens unique eurent comme conséquences obligatoires une passivité des organes de renseignement des états-majors des troupes (...)»<sup>35</sup>.

Les archives de l'appointé François Bourquenez montrent que la remarque du chef de l'Etat-major général ne s'applique en tout cas pas à la brigade frontière 3. N'en va-t-il pas de même dans les autres brigades frontière, la proximité de la menace expliquant le dynamisme de leurs organes de renseignement ?

*Hervé de Weck est historien et colonel de milice des troupes mécanisées, officier de renseignement dirigeant du corps d'armée de campagne 1 (1992-2003), responsable des publications de la Société jurassienne des officiers et de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires, secrétaire général adjoint et trésorier de la Commission internationale d'histoire militaire (1980-2005) et rédacteur en chef de la Revue militaire suisse (1991-2006).*

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Sources

- Archives fédérales Berne (E 27 9533) : *Dossier personnel de Denys Surdez, chef du Bureau « Ajoie »*.
- Archives fédérales Berne (E 27 ?) : *Rapports SR br fr 3 (26.2.1941 – 5.4.1945)*, 36 vol.
- *Les événements pendant la guerre – 1939-1945 jusqu'au 31.12.1946 dans le secteur du poste de Boncourt*. Commandement des gardes-frontière JU/NE, Porrentruy<sup>36</sup>.

### 2. Etudes

- BELOT Robert, *L’Affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle? 1943-1944*. Paris, Armand Colin, 2009.
- BRAUNSCHWEIG Pierre-Th, « Geheimer Draht nach Berlin. Die Nachrichtenlinie Masson – Schellenberg und der schweizerische Nachrichtendienst im Zweiten Weltkrieg », in *Neue Zürcher Zeitung*, Zürich, 1989.
- BURGNER Louis, *Le service actif de la brigade frontière 3 (1939-1945)*. Delémont, Imprimerie du Démocrate, 1964.
- COLNEY Michel, *A Boncourt, de l’autre côté de la frontière 1939-1945. Ils témoignent*. S.l., éditions C.S.V., 2007.
- COLNEY Michel, *François Bourquenez, agent de renseignement à la frontière suisse* S.l., éditions C.S.V., 2012.
- JUILLERAT E. MEMBREZ, A. « Remous de guerre aux frontières du Jura ». 1939-1945, in *Le Jura*, Porrentruy, 1948.
- LEUTZINGER Henri, « Die Tätigkeiten des deutschen Frontaufklärungsdienstes im Raume Belfort », in *Actes du Symposium CHPM*, 1987.
- NUSBAUMER Marcel, *Jusqu’à l’antichambre de la mort...* S.l., 1977.
- ROSSÉ Christian, « Echanges de l’ombre aux frontières du Jura, l’activité des réseaux d’information et de renseignement ». Exposé au Cercle d’études Historiques de la Société jurassienne d’Emulation. Porrentruy, 27 mars 2004.
- ROSSÉ Christian, *Le Service de renseignement suisse face à la menace allemande. 1939-1945*. Panazol et Neuchâtel, Lavauzelle et Alphil, 2006.
- SENN Hans, « Anfänge einer Dissuasionsstrategie während des Zweiten Weltkrieges », in *Der Schweizerische Generalstab / L’Etat-major général suisse*, t. VII, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1995.
- STADELMANN Jürg, « Le Corps des gardes-frontière au service de la politique suisse d’asile durant la Seconde Guerre mondiale », in *Revue suisse des douanes*, automne 1989, pp. 17-25.
- SURDEZ Denys, *Guerre secrète aux frontières du Jura*. Porrentruy, éd. Transjuranes, 1985.
- URNER Klaus, « Il faut encore avaler la Suisse », in *Les plans d’invasion d’Hitler*. Genève, Georg, 1996.



Fig. 5: *Officiers dans le secteur de la brigade frontière 3. A droite, le premier-lieutenant Feignoux (Jürg Keller, Dossier Gesellschaft für militärische Studienreisen).*

N° 1328

## CARTE D'IDENTITÉ

Nom **BOURQUENEZ**  
 Prénoms *François*  
 Profession *Représentant*  
 Né le *23 Avril 1905*  
 à *Delle*  
 Département *6<sup>e</sup> de Belfort*  
 Domicile *Delle*  
*(6<sup>e</sup> de Belfort:)*

Nationalité: *Française*  
 SIGNALEMENT : 3.

Taille <i>1m 72</i>	Nez <i>rect.</i>
Cheveux <i>châtains</i>	Bouche <i>moyenne</i>
Sourcils <i>- d.</i>	Menton <i>ronde</i>
Moustache <i>naissant</i>	Forme du visage <i>ovale</i>
Front <i>haut</i>	Teint <i>leg. coloré</i>
Yeux <i>bruns</i>	Signes particuliers <i>naissant</i>

Le Titulaire : *François Bourquenez* 1943

Asseoir : *François Bourquenez*

Le Maire : *François Bourquenez*

2 FRANCS

Fig. 6: *La vraie-fausse carte d'identité française de François Bourquenez (archives François Bourquenez).*



Fig. 7 : Deux « collaborateurs » de François Bourquenez : Marcel Vallat dit « Le Diéna » (à gauche) et Jules Noirjean en 1944 (archives François Bourquenez).

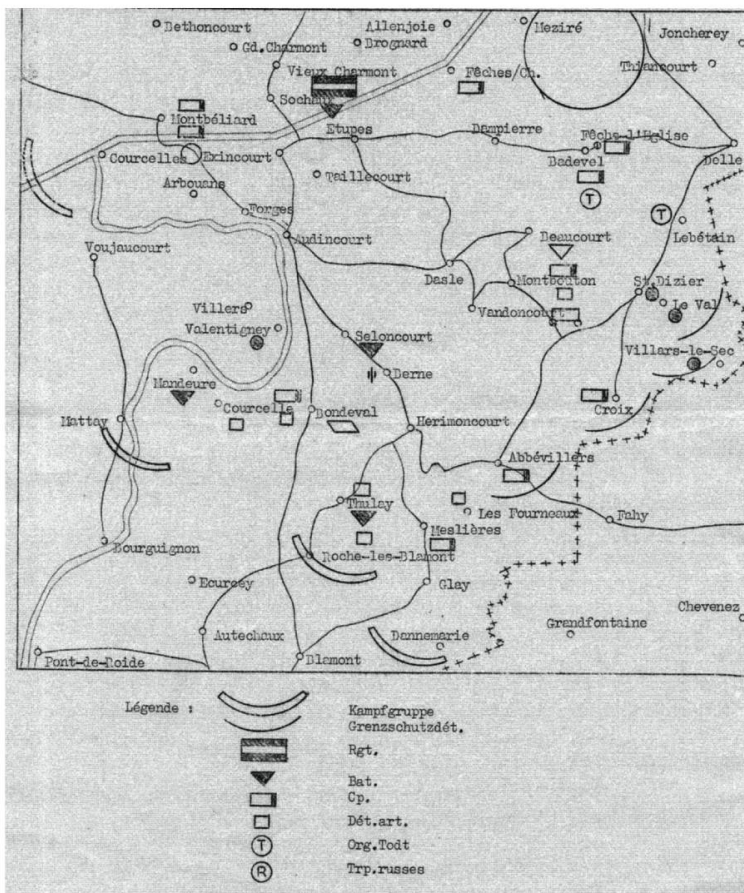


Fig. 8 : Situation le 15 octobre 1944, selon le SR de la brigade frontière 3 (archives François Bourquenez).



Fig. 9: *Soldats indous qui attendent à la gare de Boncourt, sous la surveillance du caporal Prongué de la police cantonale bernoise* (archives Germain Bregnard).

#### NOTES

<sup>1</sup> Un «honorabile correspondant» est un personnage dont les activités professionnelles permettent de glaner des informations et qui accepte de les transmettre bénévolement à un service de renseignement.

<sup>2</sup> S.I., éditions C.S.V., 298 pages.

<sup>3</sup> Comme d'ailleurs le travail de maturité de sa petite-fille, Julianne Boesch. Les deux maîtres d'histoire au Lycée cantonal de Porrentruy qui la dirigeaient ne maîtrisaient pas mieux le problème que Michel Colney.

<sup>4</sup> SURDEZ Denys, *Guerre secrète aux frontières du Jura*. Porrentruy, éditions Transjuranes, 1985, p. 80-82.

<sup>5</sup> Département des affaires étrangères.

<sup>6</sup> Un Allemand, libraire à Lucerne, Rudolf Roessler, alias «Lucy», fournit à des moments cruciaux des renseignements clés d'une remarquable exactitude. C'est la ligne «Viking». Est-elle vraiment fiable? Son origine, son organisation et les motivations de ceux qui l'alimentent restent mystérieuses. On connaît deux contacts: Hans Wilhelm von Tümppling, un banquier, et le *Freiherr* Friedrich von Tümppling. Leur appartenance à la noblesse allemande laisse supposer des contacts avec des hauts officiers de la *Wehrmacht*, peut-être avec l'«Orchestre noir» (*Schwarze Kapelle*), réseau de résistance au nazisme, créé par des nobles prussiens.

<sup>7</sup> Les activités du Bureau «Ajoie» cessent en janvier 1945.

<sup>8</sup> SURDEZ Denys, *op. cit.*, p. 13.

<sup>9</sup> MOINE Denis, [www.chronologie-jurassienne.ch](http://www.chronologie-jurassienne.ch).

<sup>10</sup> ROSSÉ Christian, *Echanges de l'ombre aux frontières du Jura, l'activité des réseaux d'information et de renseignement*. Exposé au Cercle d'Etudes historiques de la Société jurassienne d'Emulation. Porrentruy, 27 mars 2004.

<sup>11</sup> COLNEY Michel, *op. cit.*, p. 31.

<sup>12</sup> Archives privées.

<sup>13</sup> Les événements pendant la guerre 1939-1945 et jusqu'au 31 décembre 1946 dans le secteur du poste de Boncourt. Commandement des gardes-frontière JU/NE, Porrentruy.

<sup>14</sup> BURGNER Louis, *Le service actif de la brigade frontière 3 (1939-1945)*. Delémont, Imprimerie du Démocrate, 1964, pp. 11 et 17.

<sup>15</sup> Instructions valables pour toutes les troupes. Le service en campagne approuvé par le Conseil fédéral le 18 février 1927, pp. 54-55.

<sup>16</sup> COLNEY Michel, *op. cit.*, pp. 7-8 et 13.

<sup>17</sup> Au début mars 1940, un détachement, attribué à la compagnie volontaire de couverture frontière 3, reprend la mission de la compagnie de police frontière 3. Ordre du 6 mars 1940 de l'of EMG br fr 3 concernant la surveillance tactique à l'extrême frontière (Berne, Archives fédérales). Entre septembre et décembre 1939, la compagnie volontaire de couverture frontière 3 a édifié, avec ses seuls moyens, 35 barricades entre Neumühle et Montvoie.

<sup>18</sup> La Motte, Montvoie, Damvant, Réclère, Roche-d'Or (poste d'observation), Grandfontaine, Fahy, Boncourt (poste d'observation au point 509), Montignez, Lugnez, Beurnevésin, Bonfol, Vendlincourt, Miécourt, Charmoille, Lucelle, Bourrignon, Les Ordons (poste d'observation), Neumühle, Sägenmühle.

<sup>19</sup> COLNEY Michel, *op. cit.*, p. 106, 219.

<sup>20</sup> Périodes de service du bat fr fus 231 : 28.08.-10.12.1939; 06.03.-10.08.1940; 13.03.-21.11.1941; 10.04-15.05.1942; 16.06.-17.07.1943; 14.08.-12.11.1943; 15.01.-03.04.1944; 01.05.-17.07.1944; 14.08.-04.12.1944.

<sup>21</sup> Forces françaises de l'intérieur.

<sup>22</sup> Ferme d'Amérique (famille franco-suisse Krähenbühl), Moulin des Prés (famille Furter), Ferme de l'Enclot (famille Monnot), ferme de la Queue au Loup (famille Quain).

<sup>23</sup> Agent ayant une activité continue sous le couvert d'une occupation dont il continue à tirer un profit matériel.

<sup>24</sup> Les trois carnets qui subsistent couvrent les périodes du 17 mars au 7 avril 1941, du 5 septembre au 2 octobre 1944 et du 4 octobre au 16 novembre 1944.

<sup>25</sup> Les archives de François Bourquenez comprennent 4 rapports rédigés en 1941, 6 en 1942, 15 en 1943 et 37 en 1944.

<sup>26</sup> Ces chiffres sont très exagérés. Le 2 octobre 1944, la XIX<sup>e</sup> Armée n'aligne que 9 *Tiger IV* et 12 canons d'assaut (Leuzinger, Henri : « Die Tätigkeiten des deutschen Frontaufklärungsdienstes im Raume Belfort im Oktober und November 1944 », in *Actes du Symposium 1987*. Pully, Centre d'histoire et de prospective militaires, p. 82).

<sup>27</sup> Franz Riedweg, né le 10 avril 1907 à Lucerne et mort le 22 janvier 2005 à Munich, est un médecin suisse, *Obersturmbannführer* de la *Waffen-SS*. Il dirige le journal *SS-Leitheft* et est responsable du recrutement de volontaires dans plusieurs pays. Il a des liens privilégiés avec Heinrich Himmler. Après 1945, il s'installe à Munich, où il reprend un cabinet de médecin. Il n'a jamais renié le nazisme. Voir WYSS Marco, *Un Suisse au service de la SS, Franz Riedweg (1907-2005)*. Neuchâtel, Alphil, 2010.

<sup>28</sup> François Bourquenez ne semble pas avoir eu vent de la présence à Belfort d'environ 6000 miliciens de Darnant, parmi les plus compromis, avec leurs femmes et leurs enfants. (ARON Robert: *Histoire de Vichy. 1940-1944*. Paris, Arthème Fayard, 1954, pp. 711-712).

<sup>29</sup> COLNEY Michel, *op. cit.*, pp. 226-228.

<sup>30</sup> Rapport signé « Argus », *ibidem*, pp. 216-217. Ces Hindous – une partie d'entre eux du moins – passent la frontière à Boncourt, puis sont internés à l'intérieur du pays.

<sup>31</sup> *Ibidem*, pp. 18-21.

<sup>32</sup> COLNEY Michel, *A Boncourt, de l'autre côté de la frontière 1939-1945. Ils témoignent*. S.l., éditions C.S.V., 2007, p. 116.

<sup>33</sup> Dans son rapport de situation à la mi-septembre, le cap EMG Rapp, officier « Renseignement » et « Transmission » de la 1<sup>re</sup> division alors déployée dans le Jura bernois, se contente de copier les informations sur la situation actuelle d'Armée et Foyer.

<sup>34</sup> Major Ziegler, adjudance générale de l'Armée, section Armée et Foyer, informations sur la situation actuelle, distribuées jusqu'à l'unité.

<sup>35</sup> *Rapport du chef de l'Etat-major général de l'Armée au commandant en chef de l'Armée sur le service actif 1939-1945*, pp. 252-255.

<sup>36</sup> Rapports dactylographiés des postes de douane de la région intitulés « Les événements pendant la guerre 1939-1945 jusqu'au 31.12.1946 dans le secteur du poste de... ». Les rapports des postes du Cerneux-Godat, La Bouège, La Goule, Clairbief, Chauffour, Epiquerez, La Motte, Montvoie, Bressaucourt, Chevenez, Roche-d'Or, la Combe de Roche-d'Or, Réclère-Grottes, Damvant, Grandfontaine, Bure, Montignez, Lugnez, Bonfol et Charmoille sont disponibles au Bureau de secteur de Porrentruy. Les rapports des postes de Goumois, Fahy, Boncourt-Delle, Beurnevésin, Lucelle et Miécourt sont disponibles aux postes.